

liaisons



LANEIR
J. BLACHIER
10bis, rue Labois-Rouille
PARIS 19
FRANCE

CAHIER



PERIODIQUE

liaisons : m.c. gilles
B.P. 12 Ixelles 2.
1050 Bruxelles

LES GREVES 60 - 61 EN BELGIQUE

Avant-Propos

Les récents mouvements de grèves illustrent parfaitement la fragilité du système économique capitaliste.

Et si la bourgeoisie ne craint pas la contestation étudiante qui en Belgique a été complètement récupérée par les organismes de participation mis en place par les technocrates, par contre elle se méfie instinctivement de toute tentative de lutte ouvrière.

Le mineurs du Limbourg, les ouvriers de Clabecq, de Caterpillar, de Michelin, de Citroen, se sont trouvés confrontés chaque fois, non seulement au patronat, mais également aux syndicats qui refusèrent de reconnaître leurs luttes, et s'y opposèrent.

Il y a dix ans déjà, le prolétariat belge s'était soulevé et avait failli balayer le pouvoir bourgeois. Cette grève générale aurait pu devenir insurrectionnelle.

Notre analyse cherchera surtout à mettre en évidence les causes de l'échec, à souligner la faiblesse des mouvements organisationnels autonomes mis en place par une minorité de travailleurs, permettant ainsi la mise en veilleuse, par l'intermédiaire des syndicats, de la lutte de classe contre le régime capitaliste, au profit d'objectifs politiques traditionnels : de nouvelles élections et le fédéralisme renardiste.

Ce travail n'est certes pas complet, et comme nous n'avons jamais voulu imposer de dogme politique, nous joignons à cette étude plusieurs critiques qui furent émises par des camarades ne participant pas à LIAISONS, lors de la 1ère édition de ce travail.

Juin 1971

"INCITATION A L'INCIVISME".

Nous ne voulons plus voter.

Nous refusons de choisir le pied qui nous bottera les fesses.

Oui, on en a marre de cette mascarade, de cette hypocrisie. Les vrais problèmes de la vie de tous les jours, que ce soit des problèmes de cadence à l'usine, de l'avortement, des handicapés physiques, du contenu des cours et de leur utilité réelle à épanouir les hommes dans une société juste etc... ne seront jamais résolus par cette oligarchie de mandarin en quête de voix et de pouvoir car ils s'en foutent.

Aussi une bande de copains a décidé de ne plus jouer le jeu et veut le montrer publiquement.

Nous comptons nous réunir dimanche 7 novembre de 10h à midi au vieux marché, rue Haute pour discuter avec les copains et avec les gens qui seront là, de nos positions, et puis comme on trouve qu'il faut passer aux actes, on agira.

Munissez-vous de votre convocation pour aller voter, on lui trouvera ensemble une meilleure utilité que de servir encore à cette comédie. Pour ceux qui veulent participer à la préparation de cette action de dimanche, rendez-vous vendredi à 20h, 35 rue Van Elewyek - 1 050 Bruxelles (place Flagey) - Tél.: 48 50 14

On t'attend si tu penses comme nous ou si tu veux en discuter.

A. LES CAUSES DE LA GREVE

Il est indiscutable que la grève de 60-61 restera une étape importante dans l'histoire du mouvement ouvrier belge. Le déroulement des grèves confirme en effet, le rôle attentiste de la FGTB aux yeux de bon nombre de travailleurs.

Le Parti Socialiste, lui, se désagrègea à la suite des grèves, alors que l'opposition de gauche attendit 1964 pour quitter le P.S.B.

En Belgique, l'intégration officielle des syndicats au régime bourgeois date de 1948, où une loi sur l'organisation de l'économie associe les organisations syndicales à certaines décisions en matière économique. Depuis lors, divers organismes, dont le Conseil Central de l'Economie, ont été constitués, où les technocrates syndicaux rencontrent "pour concertation" les représentants gouvernementaux, le patronat et les délégués de la haute finance.

En octobre 1954, la FGTB avait clairement défini ses objectifs en matière de restructuration économique; on y parlait entre autre de planification souple (sans appropriation publique des moyens de production !)

En octobre 1956, le Congrès national de la FGTB ratifiait le projet "Holdings et démocratie économique", dans lequel il est question de cogestion paritaire (parité des pouvoirs de gestion et de représentation avec les chefs d'entreprises) et de la nationalisation de l'industrie charbonnière.

Ce programme réformiste, profondément édulcoré, sera présenté par l'assemblée des élus socialistes de Wallonie, réunis à Saint-Servais le vendredi 13 janvier 1961, comme base de discussion possible avec le gouvernement, alors que depuis 4 semaines, les travailleurs en grève réclamaient des mesures radicales.

A la fin 1956, le 18 décembre, les syndicats acceptent le blocage des prix préconisé par le gouvernement socialiste-libéral. Cet accord entre syndicats et patronat sera ratifié le 18 mars 1957, malgré l'agitation ouvrière dans le bâtiment et la métallurgie. Plus de 200.000 grévistes revendiquent le paiement par les employeurs de 3 jours de carence et un double pécule dans la deuxième semaine de vacances.

L'accord réalisé au sommet, accordant seulement 2% d'augmentation sera considéré par les travailleurs comme une trahison de la part du ministre socialiste assurant l'arbitrage.

En 1958, le PSB connaît une première défaite politique sur le plan électoral. Au congrès du PSB, un fait particulier de l'opposition à la bureaucratie, marquant un désaveu à Van Acker : la salle debout entonne l'Internationale, tandis que Van Acker, ainsi que certains membres du bureau politique s'abstiennent et restent assis.

Le climat social se dégrade fortement, en novembre 1958 : grèves sauvages (non autorisées) dans le secteur Gazelco, dans les trams. L'agitation sociale s'étend au Borinage, où, là encore, les travailleurs partent en grève spontanément contre les projets de fermeture de plus de la moitié des sièges du bassin charbonnier. Contrainte et forcée, la FGTB soutient timidement l'action des mineurs.

Malgré la solidarité, toujours spontanée, de quelque 100.000 métallos, du Centre, en grève le 20 février 1959, les syndicats brisent mouvement des mineurs suite à un vague accord conclu avec le gouvernement qui "promettait de créer des possibilités d'emploi".

Le 23 mars, 25.000 ouvriers des textiles gantois cessent le travail. En juin 1959, l'industrie de réparation des navires à Anvers fait grève pendant 16 semaines. La FGTB propose, quant à elle, une conférence nationale économique et sociale.

Cette énumération un peu sèche des événements pourra faire comprendre concrètement le fossé existant entre les travailleurs en lutte et la bureaucratie syndicale.

Un profond mécontentement régnait en Wallonie, ainsi que dans les régions industrialisées de Flandre. Les menaces de fermeture de charbonnage, le chômage dû à la récession économique, le blocage des salaires dans la métallurgie, furent des facteurs dont usèrent l'opposition socialiste et la FGTB pour enfin organiser leur journée de revendication, le 29 janvier 1960.

L'A.C.S. (1) organise le mouvement; le programme revendicatif de la FGTB sera présenté au gouvernement. Mais le 2 mars, l'action spontanée renaît dans le Borinage. La grève durera 15 jours dans les charbonnages. Les syndicats bernent une nouvelle fois les mineurs avec de vagues promesses.

Le 11 mai, l'accord de programmation sociale est signé par les syndicats, qui s'engagent à renoncer à toute autre revendication de nature sociale au niveau national. RENARD défendra l'accord social malgré l'opposition des militants de base.

Et en juin, les mineurs repartent en grève : Trazegnies. Bien sûr, logiquement, la FGTB casse la grève.

La LOI UNIQUE

La loi unique fut décidée par le gouvernement pour appliquer une politique d'austérité, faussement justifiée par les répercussions des événements du Congo.

Elle associait, au sein d'une même loi, la réforme de l'Assurance-Maladie-Invalidité, le précompte, le statut des agents communaux, afin de régler en une fois une série de problèmes très divers.

(1) L'A.C.S. : Action Commune Socialiste regroupe le PSB, la FGTB, les mutualités socialistes, les coopératives et la Prévoyance Sociale.

Le projet de loi fut déposé le 4 novembre 1960.

Il comprenait 7 parties : l'expansion économique,
l'emploi et le travail,
la prévoyance sociale,
les pouvoirs régionaux,
la réforme administrative,
les dommages de guerre,
la fiscalité d'Etat.

Le mécontentement suscité par certaines prises de position politiques et syndicales (le 6 novembre 1960, le bureau exécutif de la CGSP (syndicat socialiste des Services Publics) prend position contre le projet de loi) est dû surtout par la réglementation du chômage adoptant les solutions préconisées par le patronat, par la réglementation arbitraire de l'A.M.I., et au statut des agents communaux : traitements, recul de l'âge de la pension, augmentation des retenues.

La première manifestation contre la Loi Unique sera organisée le 8 octobre à Anvers.

La CGSP annonce une grève pour le 17 octobre. Mais la veille de cette grève, le gouvernement fait savoir qu'il ne touchera pas aux droits acquis par les agents en service.

La grève sera décommandée par le syndicat.

Par contre, dès le 6 octobre, les mineurs borains cessent effectivement le travail, et protestent contre l'annonce de la fermeture des puits Sainte-Catherine à Dour.

Le 19 octobre, une manifestation est organisée à Bruxelles.

B. LA GREVE AU JOUR LE JOUR (Chronologie)

1. PREMIERES GREVES.

Le 21 novembre, la FGTB organise un arrêt de travail de 2 heures à Liège. Au cours d'un meeting, Renard propose une concentration du bassin liégeois pour le 15 décembre, date du mariage royal.

Le 29 novembre, de nouveaux débrayages sont organisés par la FGTB : 1 heure de grève !

Le 13 décembre, les travailleurs gantois se mettent spontanément en grève, malgré les exhortations des syndicats; le 14, de nouveaux mouvements de grève se produisent.

A Liège : 50.000 travailleurs en grève. Au cours d'un meeting, la foule scande de manière enthousiaste : " Grève Générale ".

Mr RENARD, que l'on croyait mandaté par les travailleurs, recule, le principe devant être accepté par le Comité National de la FGTB. Cette attitude est caractéristique de Renard, qui se retranche derrière une instance supérieure, sachant très bien que le C.N. de la FGTB refusera de ratifier le principe de grève générale.

Effectivement, il ne la décrètera jamais, laissant cette décision aux centrales et régionales. Mr RENARD connaissait la position du CN. Dès le début du mouvement, Renard joue donc un rôle trouble. Cela s'accroîtra par après.

2. 1ère SEMAINE DE GREVE

Lundi 19

A Charleroi, les ACEC partent en grève sous l'impulsion du comité syndical de base noyauté par les militants communistes révolutionnaires (ne pas confondre ces camarades avec les prises de position du Parti Communiste, nettement réformistes).

A Liège, les travailleurs d'Espérance-Longdoz, de Cockerill partent également en grève, malgré les manœuvres du Comité Provincial des Métallurgistes.

Le personnel enseignant, par l'intermédiaire de la CGSP menace de partir en grève.

Mardi 20

Début de la discussion du projet de la Loi Unique à la Chambre des Représentants. Dejace (communiste) propose une grève du parlement et de refuser de discuter le projet.

Pendant qu'on discute à la Chambre, la grève s'étend : les communaux CGSP emboîtent le pas aux Métallos.

La grève est générale dans les administrations où le Mafeur est socialiste. Les agents de la voirie concernés directement sont les plus radicaux dans ce secteur.

A Anvers, le syndicat libéral approuve le mouvement. Le port est complètement paralysé, à la suite de la baisse de courant. Les dockers brisent les vitres et défoncent les portes du syndicat socialiste. Malgré ce désaveu, les bonzes syndicaux osent encore leur demander de rester au travail.

A Liège, Cockerill-Ougrée, Esérance-Longdoz, les Tubes de la Meuse, Phoenix-Works, et d'autres usines du bassin débrayent complètement, et cela contre la volonté de la plupart des délégués syndicaux. A Cockerill-Ougrée, à la suite d'une intervention des délégués syndicaux la nuit, le travail reprendra sporadiquement jusqu'au lendemain. A Liège toujours, les délégués syndicaux organisent des assemblées générales dans les boîtes en grève, ils cherchent à imposer des mots d'ordre d'attente et de discipline. La réplique ouvrière est radicale : les travailleurs organisent des manifestations spontanées et étendent le mouvement de grève.

A Charleroi, sous l'impulsion des militants communistes de base, désapprouvés d'ailleurs par le bureau politique du PC, les ACEC décrètent la grève au finish. Le mouvement s'étend aux Aciéries et Minières de la Sambre, aux Ateliers Germain, aux Hauts-fourneaux de Thy-le-château, à la Tréfilerie de la Providence... Des heurts avec la gendarmerie se produisent, à la suite des manifestations. La SNCB suit le mouvement. La FGTB est obligée d'intervenir et lance un appel au calme !! " C'est aux instances régulières qu'il appartient de prendre toutes dispositions et décisions. Il faut attendre des mots d'ordre précis."

Bien entendu, ces mots d'ordre n'arriveront jamais. Heureusement, les travailleurs continuent le mouvement, qui tend par la volonté de la base, à la grève générale de caractère nettement révolutionnaire.

Mercredi 21

Le secteur cheminot de la CGSP est obligé de ratifier l'état de fait sous l'impulsion de sa base : grève générale. L'enseignement et Gazelco déposent un préavis de grève.

A Gand, le port est complètement paralysé. Le textile est en grève. A Liège, la grève est quasi-générale. Les grands magasins travaillent encore.

Dans la région de Charleroi, les agents SNCB abandonnent les cabines de signalisation et renforcent la paralysie du réseau ferroviaire dans le Centre.

Jeudi 22

Le bureau national de la FGTB se réunit pour la première fois et s'en remet aux Centrales et aux Régionales pour décréter le mouvement de grève générale.

On apprend que le Parlement sera mis en vacances jusqu'au 3 janvier. MAJOR, secrétaire général de la FGTB, propose des négociations à la Chambre.

Mais partout dans le pays, les travailleurs étendent la lutte : à Anvers, le port est complètement immobilisé; le courant à basse tension est coupé.

A Liège, la grève générale s'étend aux tramways, à Gazelco, aux grands magasins, à la SNCB, à la RTT. Les journaux ne paraissent que sur 4 pages.

A Charleroi, la grève est totale dans la métallurgie, la sidérurgie les charbonnages. A Namur, la gare est immobilisée, les magasins, les autobus sont en grève.

A Gand, la Régie Electrique cesse le travail et provoque le chômage de plus de 30.000 travailleurs. A Verviers, plusieurs secteurs industriels rejoindront le mouvement de la matinée.

Vendredi 23

4ème jour de grève. Le mouvement s'étend en Wallonie, à Bruxelles, en Flandre, dans le Limbourg.

La CSC entreprend des pourparlers avec le premier ministre. Le Cardinal VAN ROEY, primat de Belgique, lance son appel et ordonne aux travailleurs chrétiens de reprendre le travail.

A Namur se constitue le Comité de Coordination des Régionales Wallones FG TB.

Les forces armées commencent à occuper les points névralgiques. Dans la région de Namur se produit le premier sabotage.

A Charleroi, les travailleurs des ACEC revendiquent la marche sur Bruxelles.

Samedi 24

Le gouvernement multiplie les mesures de sécurité. A la suite d'un appel aux soldats, le journal LA WALLONIE, est saisi.

La grève se durcit dans les régions flamandes : Limbourg, Anvers, Gand, Louvain, Furnes, malgré l'appel de VAN ROEY. Cependant, cette intervention du cardinal dans les affaires politiques procurera aux responsables syndicaux de la CSC un argument supplémentaire pour continuer le débauchage de la grève dans les Flandres
Les sabotages se multiplient (Andenne,....)

3. LA MARCHE EN AVANT

Dimanche 25

Noël calme, malgré de nouveaux sabotage. Les piquets de grève sont renforcés devant les boîtes, révélant la volonté inébranlable des travailleurs de continuer la lutte.

Lundi 26

Des unités militaires sont rappelées d'Allemagne. La grève se renforce sur le terrain. Le journal LA CITE annonce que la FG TB désirerait engager des négociations. Effectivement, SMET, président de la FG TB, confirme le refus de décréter la grève générale.

Mardi 27

La greve se renforce a Bruxelles, a vilvorde, dans le brabant wallon. De grandes manifestations se deroulent dans de nombreuses villes du pays : Liege, Namur, Charleroi, Louvain, La Louviere rassemble plus de 20.000 grévistes, a Bruxelles, plus de 10.000 manifestants sont denombres.

M. Cool, faisant allusion aux propos de van roey, declare : "Nous regrettons que certaines personnalites du pays aient temoigne si peu de confiance dans les dirigeants de la CSC".

Mercredi 28

A Gand, des heurts violents se produisent devant la RTT entre grévistes et gendarmerie. A Bruxelles, la greve s'étend aux trams. La FGTB d'Anvers, sous la pression de la base, et pour reconnaître un état de fait, décrète enfin la greve générale.

De nombreuses manifestations se déroulent encore dans le pays : a Quaregnon, Mons, Charleroi, Huy, Wareme, Bruxelles où des autobus non grévistes sont lapides, Liege où la gendarmerie opere quelques arrestations.

Des débrayages se produisent encore a Courtrai, Ypres, Alost, Bruges, Tongres, Tirlement : les travailleurs flamands, malgré les manoeuvres de la CSC et le silence de la direction FGTB, suivent spontanément le mouvement.

La greve générale est décrétée dans l'industrie du livre ; la CGSP lance un mot d'ordre identique pour le secteur Radio-TV.

Jeudi 29

L'ACS prend une position spectaculaire : il faut organiser des meetings et des manifestations pour "entretenir le moral des grévistes"!!!!

Le Roi, interrompant son voyage de noces en Espagne franquiste, rentre au pays.

Les deux faits meritent d'être rapproches : l'ACS, en parlant d'entretenir le moral des grévistes, tente de faire croire que celui-ci est pessimiste et augure d'une défaite prochaine, alors qu'effectivement les pontifes du régime doivent recourir à l'arbitrage royal pour prendre les mesures propres à endiguer la lutte révolutionnaire des travailleurs.

Par contre, a Anvers, plus de 30.000 manifestants defilent malgré le manque d'instructions données par le syndicat.

A Bruxelles, 10.000 manifestants défilent dans les rues et s'attaquent aux banques, aux bus, au tri postal. Les grands magasins suivent le mouvement.

La FGTB de Renaix est obligé de décréter la greve générale.

Vendredi 30

Durcissement de la volonté de lutte des travailleurs. A Bruxelles, un ouvrier est assassiné par la gendarmerie au cours d'un engagement devant la gare centrale.

A Charleroi, 30.000 manifestants chantent la Marseillaise, scandent " Vive la republique " et reclament la marche sur Bruxelles. Des barricades sont placees sur les routes, les journaux de droite sont detruits.

L'utilité de l'organisation syndicale apparait à de nombreux travailleurs sous son vrai jour : arguant des difficultes financières la FGTB refuse de payer les indemnités de grève.

Plusieurs locaux syndicaux seront saccagés à Liège, Charleroi, Anvers. Finalement, la FGTB paiera les grévistes en - dessous du taux prévu.

Samedi 31

A Namur, les grévistes manifestent dans la rue....contre la FGTB, pour réclamer les indemnités de grève.

D'autres manifestations ont lieu à Bruxelles, Liège, dans le Borinage. La Centrale des Métallurgistes décrète la grève générale pour le mardi 3 janvier.

4. LA RECUPERATION

Dimanche 1er et lundi 2 janvier 1961

Jours fériés, les piquets de grève restent en place. Le pays est pratiquement sans électricité. Pas de tran, de cinémas, de théâtres. Réveillon de combat pour de nombreux travailleurs.

Mardi 3 janvier 61

Les socialistes agitent la possibilité du fédéralisme. Cette manoeuvre politique, arme stratégique pour le grenouillage parlementaire, sera malheureusement prise au sérieux et, sous l'impulsion de Renard, détournera le mouvement de la lutte révolutionnaire.

A Anvers, de nouveaux incidents se produisent. Grandes manifestations prouvant la combativité ouvrière à Gand, Grammont, Bruges, Ninove, Nivelles, Tournai, Namur, Waremme, Mons, Liège, Bruxelles.

Renard, dans un discours à Yvoz-Ramet précise son vague fédéralisme lance son allusion de l'abandon de l'outil, abandonnant par là la revendication ouvrière de Marche sur Bruxelles.

Le soir, une voiture radio FGTB parcourera les rues de la commune demandant aux ouvriers de continuer l'entretien des hauts-fourneaux. Les bureaucrates du parti communistes proposent une journée de larges délégations ouvrières au parlement (mais ils ne précisent pas ce que les travailleurs iraient y faire)

Mercredi 4

A Bruxelles, Debunne, tentant de prendre la parole devant les grevistes, est conspué alors qu'il s'opposait à la Marche sur Bruxelles. Comme chaque jour, une manifestation s'organise, malgré l'intervention des bureaucrates syndicaux. Des heurts violents se produisent encore une fois devant l'immeuble de la Sabena. A Gazelco, les militants syndicaux décident l'abandon de l'outil. Cette décision n'entrera jamais en application, tous les centres vitaux étant contrôlés par les forces armées.

Jeudi 5

Le mouvement s'essouffle. Des reprises partielles ont lieu à Bruxelles et en Flandre.

Meeting à Bruxelles. La manifestation réunit quelque 8.000 manifestants qui se heurtèrent aux forces de l'ordre près de la bourse.

A Anvers, 15.000 grévistes continuent à réclamer la radicalisation du combat ouvrier.

" COMBAT " paraît. Ce journal se fera le porte-parole des thèses fédéralistes de Renard. Préparé depuis de longs mois déjà, ce journal de combat pour un socialisme wallon voit le jour quand la lutte des travailleurs s'amointrit et donc dès que les perspectives révolutionnaires disparaissent.

Vendredi 6

A Liège, de nouveaux incidents se produisent. Renard prononce un discours modérateur, voire démobilisateur. il enfourche son grand dérivatif du moment : le fédéralisme, alors qu'il aurait fallu tout mettre en oeuvre pour unifier le mouvement de lutte et ainsi renforcer la grève.

A la suite de la manifestation, les grévistes saccagent la gare des Guillemins et la grand-poste. S'agit-il d'une provocation délibérée comme certains faits laissent le supposer, pour discréditer le mouvement ?

Les locaux du journal réactionnaire " la Meuse " sont incendiés. Des barricades sont dressées dans les rues.

Des manifestations moins violentes se produisent à Gand, Saint-Ghislain, Bruxelles, Malines, Jemelle.

Samedi 7 et dimanche 8

décès d'un des blessés des échaffourées de vendredi à Liège : il a été abattu par un gendarme.

Les sabotages se multiplient.

5. LA FIN

Lundi 9 janvier

La répression s'intensifie : 100 arrestations de grévistes à Mons, 30 à Charleroi.

Au cours des manifestations, les travailleurs souhaitent la démission des mandataires socialistes. Vaines illusions ! Ce mot d'ordre sera populaire, et son application aurait pu précipiter la fin du régime sans d'inutile effusion de sang.

La gendarmerie et l'armée attaquent régulièrement les piquets de grève, provoquant ainsi le démantèlement des forces ouvrières. De nouvelles troupes sont rappelées d'Allemagne.

Les manifestations s'intensifient dans les centres " durs " : Charleroi, Huy, à La Louvière plus de 40.000 manifestants, dont une délégation de grévistes gantois.

Le gouvernement annonce des sanctions à l'égard des enseignants en grève.

Enfin, le P S B désavoue publiquement les actes de violence, et achève ainsi de se discréditer aux yeux des travailleurs en lutte.

Mardi 10

Mr Van Acker, " socialiste s, déclare sereinement à la chambre :
".....et je comprends très bien que le gouvernement fasse le nécessaire pour le maintien de l'ordre. J'AURAIS FAIT DE MEME. "

A Anvers, 20.000 manifestants défilent. De pareils rassemblements ont lieu à Gand (5.000), à Bruxelles.

Pourtant le mouvement se dégrade déjà.

" Le Peuple ", journal du PSB, est interdit dans les casernes en Allemagne.

Mercredi 11

Anvers, Gand, le Ruppel : la grève s'y cantonne déjà aux activités portuaires et sidergiques.

A Mons, BUSIAU, parlementaire socialiste, est copieusement hué.

Jeudi 12

Charleroi : de sérieuses bagarres opposent grévistes et provocateurs de la gendarmerie. Les manifestants réclament la démission des mandataires socialistes.

Vendredi 13

La reprise s'accroît en Flandre, en Wallonie EGALEMENT. A St Servais les élus socialistes se réunissent pour préparer une adresse au roi. La volonté des travailleurs est bafouée : ceux-ci réclamaient la démission de leurs mandataires, et non un vague texte au souverain, dont ils n'auront connaissance que le lendemain, par la presse. Saine démocratie. La Loi Unique est votée à la chambre.....

Week-end des 14 et 15 janvier 61

Tout est fini : les socialistes remettent leur adresse au roi.

Lundi 16

La reprise s'accroît. A Liège, de nouvelles bagarres éclatent. 2.000 grévistes défilent encore à Bruxelles.

Mardi 17

La reprise continue en Wallonie. Les travailleurs regagnent le travail en chantant l'Internationale. Sentiment de défaite ? Non bien sûr ! mais l'impression d'avoir été floué... A Charleroi, la métallurgie, les mineurs, les trams, le bâtiment, la chimie restent en grève. A Liège, 2 meetings sont encore organisés. A ce jour, 1.350 actes de sabotage ont été officiellement dénombrés.

La reprise se généralise.

Week-end des 21 et 22 janvier 1961

Le Comité de Coordination FGTB suspend la grève et invite les travailleurs à reprendre le travail pour le lundi 23 janvier 61.

Ceci n'est bien sûr qu'un résumé très condensé.

Il serait peut-être intéressant de le compléter, nous attendons d'autres témoignages.

C. TEMOIGNAGES SUR LES EVENEMENTS

Les textes qui suivent proviennent de camarades, ouvriers et intellectuels, de La Louvière, de Liège, de Mons, de Charleroi et de Bruxelles qui ont tous participé activement aux grèves d'un bout à l'autre. Extraits de "Socialisme ou Barbarie n° 32 -avril juin 1961

LIEGE, 14 décembre

Le 14 décembre, la veille du mariage du roi, une manifestation réunit près de 50.000 participants en plein coeur de Liège. Surpris de la réussite de cette "journée d'action", le camarade Renard haussa le ton et haragua les ouvriers qui désiraient, tous la grève générale.

"Grève générale au finish ? D'accord, décréta Renard, je prends la paternité du mouvement (sic); mais nos camarades flamands ne sont pas prêts. Il leur faudra un certain temps. Laissez-les donc se mettre dans le bain"

Tel était le langage de Renard le 14 décembre. Pas un mot sur le fédéralisme. Rien que les critiques habituelles contre la loi unique, critiques, qui à elles seules, ne pouvaient sérieusement alimenter un mouvement aussi générale. Un ouvrier des ACEC (filiale de Herstal) tenta d'obtenir un durcissement de Renard, mais il fut rapidement canalisé dans la manifestation. Dès cet après-midi, il était évident qu'on n'échapperait pas à la grève générale. En bon manager syndicaliste, Renard l'avait compris, et c'est pourquoi, au comité nationale FGTB du 16 décembre, il "présenta" une motion en ce sens. Celle-ci fut rejetée à une faible majorité. Rien n'est plus faux que dire que la majorité contre la grève se trouvait exclusivement en pays flamand. Les régionales de Gand et d'Anvers, des sections du Ruppel et d'ailleurs avaient voté avec les mandataires wallons.

LIEGE, 20 décembre

Le mardi 20 décembre des employés communaux partent en grève. Les ouvriers décident de les épauler malgré l'opposition de la FGTB. Le 20, les ouvriers de Cockerill-Ougrée abandonnent le travail un délégué syndical qui avait voulu s'opposer à leur mouvement est "hospitalisé". Ils se rendent en groupe à l'Espérance-Longdoz et obligent les ouvriers de cette usine à débrayer malgré l'opposition des délégués syndicaux. Puis, ils obligent les trams de Liège-Seraing à rentrer au dépôt. Le même phénomène se passe à Jenappe et à Flénalle - 3 grosse usines métallurgiques : l'Espérance de Jenappe les tubes de la Meuse et Phénix Works, sont en grève encore une fois malgré l'opposition des syndicats. Des comités de grève organisés par les ouvriers eux-mêmes se forment.

Dans l'usine de Cockerill-Ougree, le 20 decembre

Les choses sont allees très vite. Des centaines d'ouvriers ont quittés les ateliers centraux. Ils sont allés d'atelier en atelier demandant aux gars d'arrêter le travail. 3.000 hommes se sont rassemblés dans la nouvelle usine d'acier thomas autour d'un matériel très cher. C'était dangereux, mais c'était là où il y avait le plus de place. Il y a eu des bagarres avec les délégués syndicaux. Ils voulaient que les hommes reprennent le travail jusqu'à l'arrivée des instructions officielles.

On nous promettait des meetings pour les jours suivants. Pourquoi pas maintenant avaient demandé les hommes. Nombreux sont restés sur les lieux pour empêcher ceux de nuit de venir travailler. La moitié de l'usine a seulement travaillé cette nuit. Le mercredi tout était arrêté. Ce n'est que le jeudi que le syndicat nous appelait officiellement à faire grève.

La grève à Mons

A Mons aucune action concertée sérieuse avant le 23 décembre. A cette date un piquet fort de 150 hommes de toute tendance politique ou syndicale - des syndiqués chrétiens seront dans le mouvement du début à la fin - va faire fermer les bureaux du tri postal à la gare. Ceux-ci sont fermés depuis la veille et gardés par la gendarmerie.

Les piquets font fermer la banque nationale, les bureaux des contributions et la poste centrale. Dès ce jour la vie est paralysée, les seuls transports étant les voitures particulières - piquets en déplacement pour la plupart -.

La SNCB essaye de faire rouler quelques trains de prestige, mais ceux-ci mettent six heures pour joindre Bruxelles à Soignies (47 kms) Les voies sont coupées ou obstruées à Mons et vers le Borinage. Les piquets contrôlent toutes les issues de la gare ainsi que l'Arsenal. Le 25 décembre, la gendarmerie est remplacée par l'armée. Depuis tous les trains de prestige ont disparu, on ne les verra rouler que lorsque le syndicat des cheminot aura décidé la reprise - soit le 18 janvier 61 - après que l'armée ait quitté les lieux et balayé les locaux, conditions posées pour la reprise du travail par le syndicat et accordées par la direction SNCB.

Le manque réel d'organisation au départ a eu des répercussions durant les deux tiers de la grève. Les bonnes volontés et l'enthousiasme ont été tels que certains piquets montaient la garde 24 heures sur 24.

Il y avait énormément de non syndiqués des classes moyennes. On a vu des commerçant participer aux piquets. Les piquets se formaient au gré des sympathies et les discussions, la nuit auprès des feux, réunissaient manuels et intellectuels dans un merveilleux coude à coude.....

Le feu sacré était tel que lorsque la répression se fit plus dure un piquet d'une vingtaine d'hommes arrêté et conduit à la prison était remplacé par un piquet plus important dans la demi-heure.

A ce régime les prisons furent bientôt pleines et les arrestations massives beaucoup moins nombreuses.

Commentaire sur le fédéralisme wallon

A aucun moment, entre Noël et le nouvel an, le fédéralisme ne fut le thème des discours durant les manifestations en wallonie. Bien mieux : au soir du 30 décembre, après les incidents de la SABENA, à Bruxelles, l'affiche de la FGTB, coq wallon sur fond jaune, disparut de la circulation, certains responsables estimant qu'il s'agissait d'un mot d'ordre dépassé - et, en fait, il l'avait toujours été ...

Pourquoi, dès lors, à la reprise du débat de la loi unique, le 3 janv. y eut-il la réunion des députés socialistes wallons, fait unique dans les annales parlementaires ? Simplement parce que la FGTB RESERVANT au parti le soin de prendre la responsabilité d'une diversion politique.

Les députés socialistes s'étaient opposés bruyamment à tout ajournement du débat, le 23 décembre, au soir, on fut ainsi surpris doublement par une opposition " légale " qui, le 3 janvier ne fit rien pour porter la question de la loi unique dans l'anneau. Au contraire, ils cherchaient la voie de garage où loger désespérément la ténacité des travailleurs. Cette voie fut le fédéralisme.

Violents phraseurs révolutionnaires le 23 décembre, les socialistes redevinrent dès le 3 janvier, l'opposition respectueuse de Sa Majesté Eyskens, déjà responsable de la mort d'un gréviste, d'arrestations sans nombre, etc.

Au soir du 3 janvier, le fédéralisme, était devenu un moyen d'enterrer la grève.

La fin de la grève

Le 11 janvier, nouveau congrès d'Action Commune, Merlot annonce que les députés socialistes ne démissionneront pas. Les Flandres et Bruxelles abandonnent le combat. A partir du 16 janvier, les grévistes découragés reprennent un à un le travail.

Il ne reste plus dans le combat que la grosse industrie (métallurgie et sidérurgie). Ceux-là sont décidés à tenir aussi longtemps qu'il le faudra, mais Renard leur annonce le 18 janvier que les caisses sont vides, qu'ils sont seuls dans la lutte et qu'il vaut mieux reprendre le travail. Voilà comment se termine le 23 janvier ce qu'on a appelé la grève du siècle.

Après la grève

Les travailleurs jugent durement leurs dirigeants. Sur le plan politique, ils n'ont plus confiance aux politiciens toujours trop rapide au compromis. Sur le plan syndical, il n'a pas été digéré que la FGTB n'ait jamais décrété la grève générale et réalisé pour une fois l'union totale entre les flamands et les wallons.

Les travailleurs, pris individuellement, sont tous hostiles à leurs directions mais ils ne le disent pas collectivement : on est mécontent des cadres syndicaux, mais on reconnaît qu'il était, après tout " normal ", qu'ils viennent diriger la grève, puisqu'ils ont été élus pour défendre les travailleurs. Il y a donc une confusion sur les responsabilités, la trahison est attribuée tantôt au parti socialiste plutôt qu'au syndicat, tantôt inversement. Beaucoup gardent des illusions de revanche par la victoire du PSB aux élections.

D. QUELQUES CONCLUSIONS (Provisoires)

1. LA GRANDE GREVE.

a) Il est excessivement difficile de tirer des conclusions, non pas que nous manquions de documents, d'informations ou même de témoignages, mais il est toujours délicat de vouloir formaliser par la suite ce qui fut action directe, donc toujours changement dans le combat quotidien que menèrent les travailleurs. Nous pouvons affirmer aujourd'hui, et les faits qui ont été exposés le prouvent de façon suffisante, la trahison syndicale, ou plutôt la prise de conscience de nombreux travailleurs à l'égard du rôle exact joué par les syndicats dans le conflit.

Bien que l'analyse des diverses prises de positions des organisations politiques et syndicales traditionnelles ne reflète en rien l'exact déroulement des événements, les éléments de l'action ouvrière et révolutionnaire se produisant à l'extérieur des structures des partis "ouvriers", il faut néanmoins tenir compte de l'impact qu'ont pu avoir les mots d'ordre diffusés par ses organisations sur le déroulement du combat ouvrier, grâce notamment à leur presse, aux meetings, aux communiqués émanant des bureaucraties représentant abusivement la classe ouvrière.

Le rôle de l'information est important pour le déroulement d'un conflit révolutionnaire. Le combat ouvrier, s'il se limitait uniquement au contrôle des entreprises, à l'autogestion même risquerait de rester incompris, si les moyens d'informations ne passaient pas également sous le contrôle démocratique de l'ensemble des travailleurs.

b) En 1960-1961, le mouvement révolutionnaire ouvrier n'a pas pu se créer des organes d'expression autonomes. Toutes les déclarations prises de position émanent de milieux officiels, et ne reflètent donc que fort peu l'état d'esprit de l'ensemble des travailleurs, l'exacte vérité du déroulement des événements.

Les comités de grève, organes locaux de lutte ouvrière, restèrent sans aucune coordination effective. La circulation des informations se fit par l'intermédiaire des structures syndicales, qui furent loin d'assumer un rôle de coordination véritable, isolant ainsi les divers points de combat.

Bien sûr, nous ne négligeons nullement les tentatives spontanées de liaisons établies par quelques travailleurs révolutionnaires. Mais leur action resta sans grande portée face aux moyens de propagande mis en oeuvre par les organismes bureaucratiques : la Démocratie chrétienne, le PSB, le PC.

2. GREVE REVOLUTIONNAIRE

a) L'arrêt total de l'économie pendant un laps de temps assez long peut-être considéré comme un moment révolutionnaire. Le sabotage des moyens de communication : chemin de fer, routes, marque en fait le début de l'insurrection.

Tous ces faits furent minimisés par la presse bourgeoise qui ne vit dans ces événements qu'un accident de parcours. La volonté de changement était certaine, mais l'absence d'une réelle coordination autonome des travailleurs en lutte freina toute possibilité d'étendre le radicalisme des militants révolutionnaires. C'est la fidélité aux syndicats, qui empêcha les travailleurs d'étendre les réseaux de comités de grève autonomes.

b) Par contre, une menace avancée par RENARD reçut la publicité voulue : l'abandon de l'outil.

Renard utilisa ce mot d'ordre pour détourner l'attention des travailleurs du véritable combat à mener : l'occupation des lieux de travail, la gestion autonome des entreprises. L'abandon de l'outil signifiait l'extinction des hauts-fourneaux et ne concernait dès lors qu'une partie des grévistes : les métallurgistes. Cette menace effectivement, était radicale, car son application aurait signifié une perte sèche pour les capitalistes, mais aussi pour les travailleurs; et cela pendant de nombreux mois (le rallumage d'un haut-fourneau nécessitant plusieurs mois de préparatifs). De plus, l'emploi de cette tactique désespérée aurait pu se concevoir en cas de régression du mouvement revendicatif prolétarien, mais jamais le mouvement ouvrier belge ne s'était exprimé avec autant de force qu'à cette époque là.

Mais que penser d'un "leader syndicaliste" prônant des solutions radicales, alors qu'il savait pertinemment bien que jamais celles-ci ne seraient décidées par l'appareil dont il était le représentant ? Renard a trompé les travailleurs. Il a joué son rôle : démobiliser les ouvriers, en leur offrant des objectifs qu'ils savaient irréalisables, en leur faisant croire que le mouvement régressait et qu'il fallait discuter au sommet uniquement.

Ainsi, plus d'un million de travailleurs firent grève, et les cadres dirigeants du syndicat, du PSB, du PC ne purent proposer que la DISCUSSION avec l'appareil étatique contesté, ridiculisé par les travailleurs.

c) Pouvons-nous encore accepter de minimiser un tel phénomène ? La gauche socialiste de l'époque contribua, elle aussi, à entretenir l'équivoque. D'une part, les militants de "LA GAUCHE" restèrent au PSB (politique trotskyste de l'entrisme, qui n'a jamais réussi), ensuite, bien que reconnaissant la trahison syndicale, ils cherchèrent à renforcer l'appareil bureaucratique syndical par "un meilleur contrôle des permanents syndicaux."

Grève révolutionnaire ? Bien que tous les états-majors politiques furent pris au dépourvu, le PSB récupéra le mouvement et l'utilisa comme arme électorale. Depuis lors, bien qu'il n'ait pas augmenté son nombre de sièges au parlement, le PSB est devenu un réel et indispensable partenaire gouvernemental.

3. REVOLUTION MANQUEE OU TRAHIE ?

a) Nous constatons que les travailleurs en lutte, ceux de Liège, de Charleroi, de Gand, d'Anvers menèrent dès le début une action radicale contre le pouvoir établi. L'extension du conflit à d'autres secteurs se fit quasi spontanément. La campagne d'information du P.S.B. contre la loi unique s'inscrivait uniquement dans un cadre réélectorale :

En fait beaucoup de travailleurs ignoraient le contenu de la loi Eyskens - la presse l'a suffisamment démontré -. Le mécontentement naissait d'ailleurs, cause souvent indéfinissable (la situation économique et sociale d'avant 60 a été éclaircie dans l'introduction) C'est ce courant indéterminé qui se retrouva tant en Wallonie qu'en Flandre, bien que les politiciens du fédéralisme wallon aient toujours voulu minimiser le mouvement revendicatif des travailleurs flamands.

Bien sûr, il y eut la déclaration de Van Roey, archevêque de Malines, condamnant la grève et ordonnant aux travailleurs chrétiens de reprendre le travail. Cet appel permit à la Démocratie chrétienne (csc) de prendre position officiellement contre la grève.

Mais, il suffirait de rappeler l'intervention des dockers anversois contre les syndicats, les manifestations radicales de Gand pour mesurer le véritable impact des syndicats cléricaux ou socialistes sur les masses ouvrières flamandes.

Cette évolution s'est faite de plus en plus nette dans les derniers temps, la déchristianisation s'accroissant encore avec la crise universitaire.

b) Cette première tentative de diviser le front de lutte des travailleurs entre chrétiens et non-chrétiens fut suivie par les déclarations fédéralistes de Renard.

Non pas que nous soyons anti-fédéralistes, au contraire ! Mais le fédéralisme wallon à la Renard était réactionnaire. - A la concentration capitaliste, répondant à des lois économiques rigoureuses, répondre par le fédéralisme politique wallon était encore bernier les travailleurs et rompre le front commun des luttes de classe.

Il serait facile aussi de prétendre que le fédéralisme wallon de Renard démobilita de nombreux travailleurs flamands. Effectivement ceux-ci n'avaient plus aucun intérêt à suivre des dirigeants syndicaux qui manifestement ne défendaient plus les revendications ouvrières. Or, il est curieux de constater que le même phénomène s'est produit en Wallonie, la reprise du travail coïncidant avec des mots d'ordre fédéralistes.

c) Il y aurait bien des leçons à tirer de cette grève :
- révolutionnaire, peut être, parce que effectivement le pays fut paralysé pendant plusieurs jours, et que le pouvoir resta incapable de réagir de manière efficace contre le mouvement.

Si, à court terme, nous ne pouvons parler de victoires prolétariennes dans ce conflit (bien que le PSB et le PCB aient récupéré quelques voix supplémentaires aux élections législatives de 1961), il s'avèrera peut-être que 60-61 fut considéré comme le prélude à une nouvelle ère de lutte : la classe ouvrière, pour défendre ses intérêts, affronte non seulement le patronat, mais également les syndicats inféodés au régime bourgeois.

Au cours de la décennie 1960-1970, des mouvements de lutte se sont organisés de manière autonome, en dehors de l'appareil syndical. Pourtant, l'influence de la bureaucratie syndicale reste encore prépondérante sur les lieux de travail et son pouvoir financier n'est pas à négliger.

La tendance générale de ces luttes commencées en 60-61 fut l'organisation quasi-spontanée à la base. Seulement en aucun cas, l'autonomie de l'organisation ne fut de longue durée, donc réelle. Ces tendances doivent pourtant être signalées : que ce soit en 61, à Zwartberg, à la F.N., à Genk, dans le Limbourg, le départ de la lutte ne fut jamais donné par les syndicats et, bien souvent, les mouvements revendicatifs se virent récupérés au profit de l'organisation syndicale beaucoup plus structurée - et donc intégrés au régime, et canalisés.

c) L'organisation et l'union des travailleurs se heurtera toujours aux impératifs de l'information, du financement des fonds de combat et de la coordination entre les divers points de lutte. Certains ont prétendu que seul le syndicat était à même de remplir un tel rôle. Il est évident qu'une telle affirmation est démentie par les faits.

4. 10 ANNETES SE SONT ECOULEES

Le rôle réformiste des syndicats s'est confirmé. MAJOR est devenu Ministre du Travail, dans un gouvernement "social" (comme le déclarait le camarade LABURTON, ministre "socialiste" de l'économie, alors que les gendarmes de Mr VRANCKY, autre socialiste, chargeait les mineurs en grève dans le Limbourg en 1970), gouvernement présidé par Mr TYSKENS, l'ennemi de 60-61.

Mr Renard a-t-il résisté aux compromissions ?

Durant la grève de 60-61, il s'évertua à cacher la vérité aux travailleurs. Il mena le mouvement revendicatif et révolutionnaire des travailleurs vers l'impasse du fédéralisme wallingant, ôtant toute perspective de lutte de classe réelle contre l'exploitation capitaliste.

Les travailleurs réclamaient une marche sur Bruxelles, alors que l'état était dépassé, les syndicalistes s'esquivèrent en proposant la menace démagogique d'abandon de l'outil - isolant ainsi les travailleurs les plus revendicatifs de leurs camarades. Le PSB et le PC limitèrent leurs interventions à des parlottes parlementaires (qu'auraient-ils pu faire d'autre ?), alors que les militants de base menaient dans leurs entreprises une véritable action révolutionnaire.

Beaucoup d'entre eux quitteront le parti après les événements de 60-61, ou rejoindront l'action stérile de l'opposition de "gauche" à l'intérieur du parti, animée par les militants trotskystes, ces éternels utopistes rêvant de prendre la "direction" d'un mouvement de masse.

Ceux-ci se feront éjecter du PSB en 1964, et poursuivent depuis lors, avec les JGS la construction d'un parti révolutionnaire, inspiré par la IV internationale.

Les travailleurs se sont battus, les idéologues en tirent les profits. Le PSB a atteint son objectif : la chute du gouvernement, et devient par son influence sur la classe ouvrière l'interlocuteur indispensable pour former un nouveau gouvernement. SPAAK sera hissé au-devant de la tribune politique, confirmant ainsi l'étroite collusion de la direction sociale-démocrate avec les intérêts américains. Triste bilan.

Mais faut-il désespérer, alors que le mouvement ouvrier se fait aujourd'hui plus combattif ?

E. CORRESPONDANCES DE CAMARADES

Lettre d'un camarade de DOUR

J'ai lu votre dossier concernant les grèves 60-61 avec une grande attention.

Cette grève fut un mouvement de grande ampleur, encore que le terme de "grève du siècle" employé par certains soit inadéquat, car par des aspects divers d'autres conflits se révélèrent plus important. C'est le cas de celui de 1936 qui dépassait 60-61 par son internationalité, son caractère offensif, le nombre de participants, son style.... La lutte contre la loi unique fut cependant caractéristique par la part qui ont prise les agents des services publics.

Vous dites que cette grève de 60-61 fut révolutionnaire. Il faut s'entendre sur le sens, sur l'intensité que vous accordez à ce mot. A mon avis, elle ne fut pas révolutionnaire parce que je crois qu'une telle signification requiert une volonté de transformation et une tentative pour un tel but qui n'existaient ni l'une, ni l'autre à cette époque envisagée.

Ce qui était et demeure cependant valable, fut une protestation contre certains aspects de la loi unique (par exemple le statut des agents communaux : recul de l'âge de la pension, etc... et autres parastataux...)

Cette défense des droits acquis se devait d'être, mais n'y voyons pas autre chose, même si personnellement, et vous et moi, nous souhaitons que germe dans le sein des entreprises une volonté pragmatique de transformation bénéfique.

Certes, il y eut mécontentement, largement fomenté par le PSB qui développait son "Opération Vérité", mais cette acrimonie ne déboucha jamais sur une autogestion de l'action : même dans la colère contre les dirigeants politiques ou syndicaux, les griefs ne contestaient pas la nécessité de cette directivité, mais réclamaient plus de vigueur de la part de cette dernière.

Et jamais il ne fut question des structures sociales, l'objectif demeurant la défense de droits acquis. Quant à la reconversion de type socialiste, qui y songeait, qui était prêt pour une telle mutation qui ne s'improvise pas ?

D'autre part, contrairement à ce que vous croyez, et je suis bien aise pour en parler car je ne les aime pas beaucoup, les communistes (le P.C.) se déchainèrent pour attiser la grève.

A Liège, lors de la fameuse manifestation des 50.000 sur la Place St Lambert, les militants communistes travaillaient en ce sens et le député Théo Dejace put arborer à la Chambre le panneau que des manifestants brandissaient à Liège. Après ce meeting de masse, les communistes tinrent un meeting sur la place du

Marché (où se trouve le Perron) où harangua Leveau. Il en fut de même partout, et particulièrement à Cockerill et aux A.C.E.C. de Charleroi.

Il est bien évident que leur stratégie a comme finalité la conquête d'un pouvoir qui serait un nouveau totalitarisme et non une réelle émancipation des masses.

Le PSE fut surpris par l'ampleur d'un mouvement qui allait plus loin qu'il ne le voulait à la grande joie des communistes qui en profitaient largement.

Les appareils syndicaux n'ont certes pas été à la hauteur. Certaines régionales, dont celles de Mons-Borinage ont cependant déclenché la grève générale.

Il est bien regrettable qu'un pareil mouvement ne soit pas allé plus loin que la défense, bien imparfaite, de droits, même si cette défense se révélait indispensable et que j'y ai moi-même participé de tout mon cœur.

Mais encore une fois, une telle prise de conscience requiert un approfondissement sérieux et non de vagues réactions épidémiques.

Notes à propos du texte :

1. Une rectification : vous citez la grève des mineurs de Sainte Catherine, à Dour. Le conflit, protestation contre la fermeture de ce puit a eu lieu lors de l'hiver 61-62, donc un an après la grève contre la loi unique. Lors de cette dernière, certes les mineurs de cette entreprise arrêterent le travail, mais seulement lors de la déclaration de la grève générale par la F.G.T.B. locale, soit fin décembre.

2. La personne tuée à Bruxelles le 30 décembre 60, le fut par un passant non policier.

3. A propos de la journée du 14 décembre à Liège : André Renard n'était pas très chaud pour la grève.

Je puis d'autant plus en témoigner qu'il parla de la fenêtre de la division Education et Propagande de l'Union Coopérative, où j'effectuais alors mon stage de fin d'études pour l'Ecole Sociale.

Il y avait un grand enthousiasme et un des manifestants grimpa jusqu'au dessus du balcon d'où haranguait l'orateur : il voulait parler.

Un drapeau républicain espagnol fut hissé au sommet de l'arbre de Noël se trouvant au milieu de la place.

Et comme avant-garde des manifestants arrivant de Seraing, s'amènèrent en fonçant un groupe imposant de motocyclistes rangés dont le meneur arborait un drapeau noir : cette arrivée provoqua un enthousiasme délirant.

Il y avait de nombreuses banderolles exigeant la grève générale pour le mardi suivant (le 20). Une de celle-ci était brandie sous le nez de l'orateur par des manifestants jugés sur un kiosque. Cette même proclamation fut déployée à la chambre des députés le mardi suivant lors du débat sur la question.

d'un camarade de Bruxelles

J'ai lu votre dossier "Grèves 60-61", très intéressant. Mise à part la projection futuriste des "Conseils ouvriers" je n'ai cependant pas trouvé l'explication probante à l'échec de cette période révolutionnaire. Je veux dire que vous décrivez bien les facteurs considérables du frein réformistes, syndical et politique mais très peu les virtualités réelles d'une attitude prolétarienne qui donne corps aux objectifs que vous tracez.

Il semble aussi que vous grossissez singulièrement la "répression féroce" comme pour excuser la fragilité révolutionnaire. Or, en Belgique, il n'y a pas eu d'écrasement à la Budapest, à la Prague ou à la Polonoise 70-71, il n'y a pas eu de colonels grecs otaniens ni de franquisme hideux. Alors qu'y a-t-il ?

D'une part vous décrivez "l'isolement" des Comités d'usine peu informés l'un l'autre, mais confinentent la presse, même orientée, dessine parfaitement l'ampleur collective de tous ces "isolés", et chacun sait ce qui se passe ailleurs, beaucoup mieux qu'en octobre 17 (Russie) ou en 17-18 avec le Spartakus allemand. Si les mots d'ordre FGTE-CSC n'ont pu empêcher l'insurrection de la base, pourquoi celle-ci se reconnaît-elle cependant en eux un peu plus tard pour arrêter la grève ?

Je ne crois pas que la presse bourgeoise a minimisé les événements, mais en quoi l'arrêt du travail est-il un "moment révolutionnaire" ? Il ne peut l'être que si la masse a décidé fondamentalement de renverser le régime, et non d'en amender certaines lois ou ordonnances. Dans ce sens l'abandon de l'outil est un pas de progrès et non de recul, car Renard savait qu'il était minoritaire et le resterait au C. Nat.

Ce n'est point parce que 1 million de grévistes crachent sur la gueule d'Eyskens et dénoncent un monarque convolant en noces, qu'ils sont prêts à les remplacer ! Si les camarades trotskystes de La Gauche avaient quitté le PSB alors cela ne changeait rien, au contraire, puisque l'entrisme visait précisément à gauchir la FGTE et se prévaloir ensuite du succès des germes y déposés. Je ne crois pas non plus votre assertion définissant la grève comme une "action radicale contre le pouvoir établi", car elle ne mobilisait les gens qu'en fonction de certaines composantes particulièrement visibles de sa nuisance, et ce, dans le champ d'une lutte politique réformiste contre la loi unique. La masse ignorait son contenu ? Sans doute, mais pas les aspérités que l'opposition parlementaire indiquait. Vous l'écrivez d'ailleurs curieusement : le mécontentement naissait d'une cause souvent indéfinissable.

En quoi la paralysie économique est-elle donc révolutionnaire SI, avant son terme, n'est pas établi le projet d'un renversement de pouvoir ? Sinon, elle n'est que stratégique et conjoncturelle, pour bloquer tel ou tel processus, et même l'anéantir. Lénine, Mao ou Castro ont tissé beaucoup de projets avant d'annihiler le pouvoir bourgeois. En ce sens, à court terme, vous avez raison de parler de victoire prolétarienne partielle engendrant l'émergence de nouvelles formes de lutte ouvrière.

Votre thèse sur l'autonomie de l'organisation est certes une projection libertaire sur un déroulement historique concret, mais dans les faits accélérés d'événements successifs, s'il n'y a pas une armature centrale pour les coordonner, il va de soi que l'éparpillement sera plus sûr que la convergence. Toute la France fut paralysée aussi en 1968, le Pouvoir apparemment disparu, et la mosaïque oppositionnelle a rendu possible la flèche autoritaire replacée à l'Elysée. Pourquoi ?

Que proposez-vous exactement comme "nouvelle formes de financement" du prolétariat en lutte ? Quelle "reconversion" suggérez-vous dans l'immédiat pour qu'il gère les usines et les administrations ? En quoi l'analyse trotskyste est-elle plus utopiste que la synthèse proudhonienne ? alors que parmi les millions de salariés belges, si peu nombreux sont ceux qui "connaissent" nos merveilleux idéologues.

Peuvent-ils être compensés par des technocrates d'une révolution moderniste ? Gérer la F.N. et ses ventes d'armes, quel sens cela peut-il avoir pour vous ?

Il fallait fermer les charbonnages (non rentables), mais la "reconversion" demandée s'adressait à l'état bourgeois ou aux factions industrielles capitalistes. Les mêmes ouvriers révolutionnaires de 1960 se battaient pour que des commandes OTAN leur parviennent !

Par milliers ils étaient aussi en 60 sous l'uniforme militaire et en état d'alerte pour secourir les gendarmes et, malgré le climat extraordinaire, AUCUN bataillon n'a jeté ses armes, moins encore ne les a pointées vers les flics !

Tant que les proles acceptent l'armée, qu'attendent-ils pour renverser le régime ?

Aux NCEC Charleroi, les "communistes révolutionnaires" sont des marxistes des socialistes, des prêtres-ouvriers, mais aucun plan n'est prévu pour l'après-grève, même réussie. Les typos combattent, mais alors qu'à Prague en tout 68 des dizaines de gazettes sortaient spontanément dans l'immense résistance non-violente du peuple, ici seuls quelques tracts suffisaient à "compléter" la presse quotidienne.

.....

Je n'ai pas la prétention d'offrir la clé du salut, je réagis seulement devant des schémas, séduisants certes, mais n'offrant pas toujours de prise réelle sur les événements. J'ai combattu la "sortie" des camarades du PSB à l'époque, parce que je trouvais le moment affreusement mal choisi et condamnant à la sectomanie. Je reste préoccupé par la gestion collective des moyens de production, de consommation et de structures de santé et d'enseignement, et ce conditionnement pèse sur les leviers que nous souhaitons ravir à la bourgeoisie pour accéder à la libération socio-politique. La "grève du siècle" n'ayant pas postulé dans ses objectifs de telles finalités ne pouvait donc être qu'un échec partiel dans une stratégie partielle.

C'est en quoi elle pourrait recommencer et REUSSIR, si nous le voulons. le 14.2.1971.

F. REMARQUES DE LIAISONS

On reproche souvent à LIAISONS de ne pas avoir de perspective révolutionnaire claire, de ne pas intervenir directement dans les crises qui secouent le régime bourgeois, que ce soit à l'université au niveau de la contestation culturelle, de la société de spectacle ou toute autre agitation pseudo intellectuelle.

Et s'il est exact que nous ne nous rattachons à aucune école idéologique, qu'elle soit marxiste, léniniste, trotskyste, maoïste ou anarchiste, c'est parce que nous refusons la théorisation stérile des chapelles qui ne visent qu'à conquérir un certain pouvoir politique, niant par là même tout le processus des luttes de classe au profit de querelles idéologiques.

Ce qu'il fallait mettre en évidence dans cette étude, c'est la cause de l'échec du mouvement prolétarien : la rupture des luttes de classe au profit d'objectifs non prolétariens, comme le fédéralisme renardiste, la dissolution des chambres réclamée par le parti socialiste.

Ce sont là, bien sûr, les facteurs les plus frappants, mais l'essentiel réside surtout dans l'incapacité du mouvement ouvrier à auto-gérer la lutte.

Nous pensons aussi, d'après les constatations faites, que ce processus se reproduira chaque fois lorsque la direction de la lutte sera confiée à des éléments extérieurs à la classe ouvrière : que ce soit le syndicat ou un quelconque parti, ou ligue, révolutionnaire.

Car, ce qui détermine le caractère essentiel d'une lutte, ce n'est pas la tactique utilisée, les idées exprimées par les uns ou par les autres, mais bien le contenu réel que les travailleurs y mettent et les conséquences de leur détermination pour les capitalistes. Ce ne sont pas nos jugements qui déterminent ce qui est révolutionnaire ou pas, mais bien ce que les travailleurs font dans la société où ils sont exploités. Parce que ce sont seulement eux qui peuvent lutter contre leur exploitation, et le moment venu la faire cesser.

Mais dans la mesure où un moment révolutionnaire ne s'étend pas, il est immédiatement récupéré. L'échec de la grève s'exprime dans le fait que les ouvriers n'ont pas pu créer d'organisme de lutte autonome, mais qu'ils s'en sont encore une fois remis aux représentants de la bureaucratie syndicale. (ce ne sont pas les représentants des ouvriers, ne pas confondre)

Bien sûr, nous ne limiterons pas l'analyse des grèves 60-61 à un tel schéma. D'autres éléments de discussion devraient encore intervenir. LIAISONS est prêt à les prendre en considération et à les publier dans un prochain cahier.